

Communiqué de presse

Loire
Atlantique

Cabinet du président - Direction de la citoyenneté et de l'information

Hôtel du Département - 3, quai Ceineray – BP 94109

44041 Nantes cedex 1 - Tél. 02 40 99 10 00

service.presse@loire-atlantique.fr - www.loire-atlantique.fr

Contacts presse :

→ Jérôme Alemany : 02 40 99 12 46

→ Marie Chardonnet : 02 40 99 17 45

Nantes, le 2 octobre 2012

Si la France a besoin des Départements, les Départements peuvent se passer des Verts.

Suite aux déclarations de François de Rugy dans la presse ce matin, Philippe Grosvalet tient à réaffirmer le rôle central que jouent les Départements dans la cohésion sociale et territoriale du pays.

« Dans une période de crise sans précédent, quand plus de huit millions de Français vivent sous le seuil de pauvreté, les Départements jouent, plus que jamais, un rôle irremplaçable dans notre pays. Nous sommes chaque jour aux côtés de nos concitoyens pour les accompagner tout au long de la vie. De la petite enfance à l'accompagnement de la dépendance, de l'insertion professionnelle à la solidarité dans les épreuves... Le Département est garant des équilibres sociaux et territoriaux.

Lorsque j'entends François de Rugy remettre en cause les missions du Département, je m'interroge. Je connais son talent pour les coups médiatiques mais je m'étonne qu'il en oublie les réalités politiques.

Oui les Départements doivent évoluer. J'ai d'ailleurs fait de nombreuses propositions en ce sens. Mais avec cette déclaration sans fondement, François de Rugy met l'accent sur une double incohérence de son parti : incohérence démocratique d'une part, incohérence politique de l'autre.

Incohérence démocratique des Verts qui au fond ignorent la réalité des territoires français, leur interdépendance et leurs complémentarités. Ignorer cette réalité, c'est ignorer la diversité de nos territoires, qu'ils soient urbains ou ruraux, littoraux ou de montagne. C'est au fond nier la réalité de la représentation démocratique qui fonde le socle de la République.

Incohérence politique ensuite. Comment les Verts peuvent-ils continuer, comme le faisait Nicolas Sarkozy, à opposer les collectivités locales entre elles quand le Président de la République et son gouvernement appellent à un pacte de confiance entre l'État, les collectivités locales et les citoyens.

En ce moment même, une concertation nationale est menée pour préparer la réforme des collectivités et nous étions plusieurs dizaines d'élus locaux, toutes tendances confondues, rassemblés ce samedi matin à la Chapelle-sur-Erdre pour tenir des Etats généraux de la démocratie territoriale. L'absence de M. de Rugy à ce débat ne lui a pas permis de venir exposer son point de vue et ainsi, de venir le partager avec ses collègues qui défendent au quotidien, et avec de plus en plus de difficultés, les services publics de proximité dont nous avons tant besoin en ce moment. Je le regrette.

J'ai construit tout mon engagement politique sur le respect de la diversité. Dans mes fonctions, je m'efforce de faire vivre le débat entre les différentes forces de gauche. C'est ce que nous faisons dans la collectivité que je préside où, malgré l'absence d'élus écologistes nous menons une politique de transition énergétique ambitieuse. Si les écologistes peuvent se passer d'une représentation démocratique comme le Département qu'ils se rassurent, nous pourrions nous passer d'eux pour mener les combats qui sont les nôtres, au Conseil général ou ailleurs.

Hélas, je ne doute pas un instant que François de Rugy saura retrouver le chemin du Conseil général d'ici aux prochaines élections cantonales.

Avec ce nouveau coup d'épée dans l'eau qui fait suite, et ce n'est pas le moins paradoxal, à son plaidoyer pour une Bretagne à cinq départements, je sais fort heureusement que François de Rugy n'exprime pas la position des ministres écologistes qui, par solidarité gouvernementale, assument seuls le poids des responsabilités de la gauche unie.»